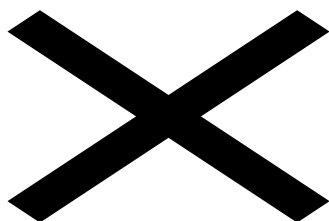


# Un parti des Pays-Bas vote des sanctions contre Israël

Adri Nieuwhof

Lors de son congrès national du 16 avril, le parti libéral D66 – D pour « démocrates » – a appelé ses législateurs à promouvoir les demandes de l'Union européenne afin qu'Israël mette un terme à la construction de colonies dans les territoires occupés, ainsi qu'à d'autres violations des droits de l'homme.



La résolution de D66 – adoptée à une majorité de 75 % – stipule que, si Israël ne tient pas compte des demandes, l'accord associatif entre l'UE et Israël « *pourrait être (en partie) suspendu* ».

C'est la première fois, en fait, qu'un parti politique néerlandais exprime son soutien à des sanctions contre Israël en raison des violations permanentes par ce dernier de l'article 2 de l'accord entre l'UE et Israël, lequel article soumet les privilèges commerciaux à des conditions de respect des droits de l'homme fondamentaux.

D66 occupe actuellement 12 des 150 sièges à la Chambre basse du Parlement néerlandais et 10 sièges sur 75 au Sénat. Il occupe également 4 des 26 sièges des Pays-Bas au Parlement européen.

Ron Eisenmann, président du groupe de lobbying hollandais en

faveur d'Israël, CIDI, n'a pas tardé à accuser D66 de sectarisme anti-juif – répétant ainsi des accusations qu'Israël et ses alliés ont fréquemment lancées à l'adresse du mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

« *Le monde est à feu et à sang, mais D66 adopte une motion contre Israël. On va vers deux poids deux mesures avec BDS et l'antisémitisme* », a tweeté Eisenmann.

Mais la résolution de D66 est tout simplement un appel à réclamer des comptes à Israël en raison de ses violations systématiques et permanentes des lois internationales.

Des dizaines de membres du Parlement européens et 46 organisations humanitaires internationales ont également réclamé la suspension de l'accord entre l'UE et Israël en tant que moyen de pression sur Israël pour qu'il mette un terme à ses abus.

## **L'activisme des jeunes**

La résolution, présentée par la section des jeunes de D66, a été le résultat d'une approche profonde des droits de l'homme, a déclaré Bart Vosmer, secrétaire politiques des Jeunes Démocrates, dans *The Electronic Intifada*.

Et d'ajouter que les Jeunes Démocrates avaient discuté des violations des droits de l'homme dans le monde et en Palestine en particulier et qu'ils en étaient venus à la conclusion que des sanctions pouvaient constituer une option afin de modifier cette situation.

En tant que parti libéral, D66 soutient le commerce, mais il veut également promouvoir les lois internationales, a expliqué Vosmer.

Il a également fait remarquer que les priorités commerciales octroyées par l'accord entre l'UE et Israël sont soumises à des conditions de respect des droits de l'homme.

L'appel en vue de la suspension de l'accord a donné lieu à un débat très animé, au cours duquel le parti a même été accusé de vouloir « *isoler* » Israël.

Mais Vosmer a répondu que les Jeunes Démocrates avaient infirmé cette allégation en disant que les violations par Israël des droits de l'homme duraient depuis de nombreuses années et que de très nombreux rapports et preuves le confirmaient.

Les Jeunes Démocrates, qui comptent 5 500 membres, constituent l'un des plus importants mouvements de jeunes des Pays-Bas. Il recherchera la coopération avec des organisations européennes sœurs afin de réaliser son objectif.

En attendant, les libéraux ont posé un exemple à l'adresse du Parti de la gauche écologique et du Parti socialiste, les deux principaux partis hollandais de gauche, qui vont devoir eux aussi adopter une position tranchée du même genre.

---

Publié le 18 avril 2016 sur The Electronic Intifada

Traduction : Jean-Marie Flémal



**Adri Nieuwhof** est une avocate des Droits de l'Homme, installée en **Suisse** et collaboratrice de l'**Electronic Intifada**. Vous trouverez d'autres articles du même auteur sur ce site.